



Tous droits réservés

## DROIT DE LA FAMILLE

### Séance 10 - L'adoption

I.	L'adoption plénière.....	2
A)	Les conditions de l'adoption plénière.....	2
1)	Conditions attachées à la personne l'adopté.....	2
a)	Âge de l'adopté.....	2
b)	Consentement de l'adopté .....	3
c)	Consentement de la famille d'origine .....	3
2)	Conditions attachées à la personne de l'adoptant.....	5
3)	Liens et relations entre l'adopté et l'adoptant .....	5
4)	Le cas spécifique de l'adoption de l'enfant du conjoint.....	6
B)	La procédure de l'adoption plénière .....	6
1)	Le placement de l'enfant.....	7
2)	La procédure devant le tribunal judiciaire.....	7
3)	L'agrément administratif.....	8
C)	Les effets de l'adoption plénière .....	8
1)	Création d'un nouveau lien de filiation et anéantissement corrélatif du lien de filiation d'origine .....	9
2)	Les droits et devoirs découlant de l'adoption.....	9
II.	L'adoption simple.....	10
A)	Les conditions de l'adoption simple.....	10
B)	Les effets de l'adoption simple .....	11
1)	Les effets résultants de la création d'un nouveau lien de filiation aux côtés du lien de filiation d'origine .....	11
2)	L'évolution de l'adoption simple dans le temps .....	12



**Attention :** La **loi du 21 février 2022** visant à réformer l'adoption doit être prise en considération dans cette séance. Elle ouvre l'adoption aux couples non mariés : pacsés ou concubins. Il est possible d'adopter pour un couple dont la durée de vie commune est d'un an (auparavant deux), il y a aussi un abaissement de l'âge minimum du ou des parents adoptants de 28 ans à 26 ans.

Alors que la filiation est un fait juridique, l'adoption est quant à elle un acte juridique qui suppose un acte de volonté de l'adoptant et parfois de l'adopté. Il existe deux types d'adoptions, ce sont l'adoption plénière (I) et l'adoption simple (II).

## I. L'adoption plénière

### A) Les conditions de l'adoption plénière

Que l'adopté et l'adoptant aient un lien de parenté ou d'alliance ou non, cela n'empêche jamais l'adoption. Cependant, des conditions propres à la personne de l'adopté et à celle de l'adoptant vont s'appliquer.

#### 1) Conditions attachées à la personne l'adopté

##### a) Âge de l'adopté



**À retenir :** D'après l'**article 345 du Code civil**, l'adopté doit obligatoirement être mineur de 15 ans.

Cependant, si avant ses quinze ans l'enfant a fait l'objet d'une adoption simple ou a été accueilli par des personnes ne respectant alors pas les conditions légales d'adoption, il pourra être fait dérogation à ce principe. Dans ce cas, une adoption

plénière pourra être demandée après les quinze ans révolus de l'enfant et jusqu'à ses **21 ans (évolution loi de 2022)** après sa majorité.

#### b) Consentement de l'adopté



**À retenir :** Toujours selon l'**article 345 du Code civil**, le mineur de plus de treize ans devra consentir personnellement (**art. 458 C. civ.**) à son adoption. Le mineur capable de discernement devra être entendu « lorsque son intérêt le commande » (**art. 353 al. 2 C. civ.**).

L'**article 348-3 du Code civil** précise les conditions dans lesquelles le consentement (tant de l'adopté de plus de treize ans que des adoptants) doit être donné, à savoir : devant un notaire français ou étranger, ou devant les agents diplomatiques ou consulaires français, ou encore devant le service de l'aide sociale à l'enfance si l'enfant lui a été remis.

Le consentement de l'adopté pourra être rétracté à tout moment jusqu'au prononcé de l'adoption.

#### c) Consentement de la famille d'origine

Si l'enfant est pupille de l'État et que les parents n'ont pas consenti à son adoption, c'est le conseil de famille qui va donner son consentement (**art. 349 C. civ.**).

Si la filiation est établie à l'égard des deux parents, chacun d'eux devra consentir à l'adoption plénière de l'enfant. Dans ce cas, les parents acceptent de rompre tout lien avec l'enfant et de l'abandonner à la famille adoptive. Si les deux parents sont décédés ou ont perdu leurs droits d'autorité parentale, le consentement devra être recueilli auprès du conseil de famille après avis de la personne en charge de l'enfant (**art. 348-2 C. civ.**).

Si l'enfant a seulement un lien de filiation légalement établi, le consentement du parent auprès duquel ladite filiation est établie sera nécessaire. Ce sera notamment le cas lorsqu'aucun autre lien n'a jamais été établi (**art. 348-1 C. civ.**) ou si le second parent est prédécédé ou a perdu ses droits d'autorité parentale (**art. 348 C. civ.**).



**Attention :** Les personnes donnant leur consentement ne font qu'accepter le fait que l'enfant soit abandonné à sa famille adoptive, cela ne leur confère cependant pas le droit de choisir la famille adoptive (**art. 348-4 C. civ.**).

Dans tous les cas, le consentement pourra être retiré dans un délai de deux mois par LRAR adressée à la personne ou au service l'ayant initialement reçu.

Les parents pourront toujours demander la restitution de l'enfant tant qu'il n'a pas été placé préalablement à son adoption (v. procédure infra). Cependant le service ou la personne ayant reçu leurs consentements pourra s'y opposer auquel cas leur demande devra être adressée au tribunal.



**Attention :** Il y a deux cas où il sera possible de passer outre le refus de consentement des parents. C'est d'une part lorsqu'ils abusent de leur droit de refus (**art. 348-6 C. civ.**) et d'autre part lorsque le tribunal judiciaire a prononcé une déclaration judiciaire de délaissement conformément à l'**article 381-1 du Code civil**.



**Définition :** « Un enfant est considéré comme délaissé lorsque ses parents n'ont pas entretenu avec lui les relations nécessaires à son éducation ou à son développement pendant l'année qui précède l'introduction de la requête, sans que ces derniers en aient été empêchés par quelque cause que ce soit ».

La déclaration judiciaire de délaissement pourra être prononcée à l'égard d'un seul ou des deux parents. Dans le dernier cas, une fois le délaissement déclaré l'enfant pourra être adopté et sera en attendant confié à l'établissement, au service de l'aide sociale ou à la personne l'ayant recueilli et ayant formé la requête en déclaration de délaissement (**art. 347, 3° C. civ.**).

Enfin, depuis la **Loi du 17 mai 2013** ouvrant le mariage aux couples homosexuels, lorsque l'enfant a déjà fait l'objet d'une adoption plénière par une personne seule, il peut faire l'objet d'une nouvelle adoption plénière par le conjoint de cette personne

conformément aux dispositions de l'**article 345-1 du Code civil** (possibilité fermée pour un enfant adopté sous la forme simple).

## *2) Conditions attachées à la personne de l'adoptant*

Désormais toutes les unions peuvent adopter : concubins, pacsés ou mariées. L'adoption peut être demandée par deux personnes depuis plus d'un an d'union (contractuelle ou non).

L'**article 343-1 du Code civil**, permet à une personne seule d'adopter à la condition qu'elle soit âgée d'au moins **26 ans** (sauf si l'adopté est l'enfant du conjoint).

Une personne mariée mais séparée de corps pourra adopter dans les mêmes conditions, elle devra cependant obtenir l'assentiment préalable de son conjoint (pas de conditions de forme pour le recueil du consentement).

Les couples homosexuels ayant désormais accès au mariage, ils ont également accès à l'**adoption**. Ce principe a été rappelé tant par le Conseil constitutionnel (**Décision n° 2013-669 DC, 17 mai 2013**) que par la Cour européenne des droits de l'homme (**CEDH, Grande Chambre, 19 février 2013, X c. Autriche**).

## *3) Liens et relations entre l'adopté et l'adoptant*

L'adoptant et l'adopté doivent avoir une différence d'âge telle qu'ils appartiennent à deux générations différentes.



**À retenir :** Ainsi, au titre de l'**article 344 du Code civil**, l'adoptant doit être de **15 ans** l'aîné de l'enfant qu'il souhaite adopter (**10 ans** si l'enfant est celui de son conjoint).

Par ailleurs, l'adoption a pour objectif premier de créer un lien de filiation, ainsi l'adoption visant un effet étranger à cet objectif ne pourra être prononcée.

#### 4) Le cas spécifique de l'adoption de l'enfant du conjoint



**Attention :** L'adoption de l'enfant du conjoint, bien que plénière, permet cependant de ne pas entraîner la disparition automatique de la filiation d'origine avec le second parent biologique (**art. 356 al. 2 C. civ.**).

Également, comme indiqué supra, l'adoptant n'est pas soumis à une condition d'âge et l'écart d'âge entre l'adoptant et l'adopté est réduit à 10 ans (voire moins en cas de décision motivée du juge).

L'**article 345-1 du Code civil** précise les cas dans lesquels l'adoption plénière de l'enfant du conjoint est possible :

« 1° Lorsque l'enfant n'a de filiation légalement établie qu'à l'égard de ce conjoint ;

1° bis Lorsque l'enfant a fait l'objet d'une adoption plénière par ce seul conjoint et n'a de filiation établie qu'à son égard ;

2° Lorsque l'autre parent que le conjoint s'est vu retirer totalement l'autorité parentale ;

3° Lorsque l'autre parent que le conjoint est décédé et n'a pas laissé d'ascendants au premier degré ou lorsque ceux-ci se sont manifestement désintéressés de l'enfant. ».

### B) La procédure de l'adoption plénière



**Attention :** En attendant toute décision d'adoption, les enfants de moins de deux ans doivent obligatoirement être remis au service social de l'aide à l'enfance ou à une œuvre d'adoption autorisée sinon quoi le consentement donné à l'adoption pourra être annulé, et ce afin d'éviter la création d'un marché noir de nouveau-nés.

La procédure d'adoption se déroule en principe en deux étapes, le placement de l'enfant et la décision de justice, il y a cependant certains cas où un agrément administratif sera préalablement nécessaire.

### 1) Le placement de l'enfant

Avant son adoption, l'enfant doit être placé, c'est-à-dire effectivement remis aux futurs adoptants (**art. 351 C. civ.**). Ce placement ne pourra être effectué que si toutes les conditions précitées sont strictement respectées.

L'**article 351 du Code civil** prévoit en ses **alinéas 2 et 3** deux situations où le placement ne sera pas possible :

- Durant les deux mois à compter du recueil de l'enfant lorsque sa filiation n'est pas établie ;
- Lorsque les parents ont demandé la restitution de l'enfant et qu'il n'a pas encore été statué sur le bien-fondé de cette demande « *à la requête de la partie la plus diligente* ».



**Attention :** Une fois l'enfant placé, toute restitution à sa famille d'origine est impossible, de même que toute reconnaissance ou déclaration de filiation (**art. 352 C. civ.**).

### 2) La procédure devant le tribunal judiciaire

L'adoption doit être prononcée par le tribunal judiciaire au plus tard six mois après sa saisine (**art. 353 C. civ.**).

La saisine se fait par requête du ou des adoptant(s). Si l'adoptant décède, l'un de ses héritiers ou son conjoint survivant pourront former la requête en son nom après avoir recueilli l'enfant (**art. 353 al. 3 C. civ.**). Cela aura un intérêt essentiellement patrimonial puisque cela fera de l'enfant un héritier de l'adoptant si le tribunal accède à la demande.

Les juges vont, après avoir été saisis, vérifier que les conditions énoncées précédemment sont remplies, s'assurer que l'adoption va de l'intérêt de l'enfant et enfin qu'elle ne risque pas de compromettre la vie de famille de l'adoptant. Par

ailleurs les juges vérifient que l'adoption n'a pas une finalité étrangère à celle légalement admise à savoir donner une famille à l'enfant.

Les juges n'ont pas à motiver la décision si elle prononce l'adoption (**art. 353 al. 5 C. civ.**). Dans le cas contraire, elle sera obligatoirement motivée et pourra faire l'objet d'un appel voire d'une tierce opposition en cas de dol ou de fraude des adoptants.

Une fois la décision passée en force de chose jugée, elle doit être transcrite sur les registres du lieu de naissance de l'adopté au plus tard quinze jours après son prononcé.



**À retenir :** C'est cette transcription qui vaut acte de naissance pour l'adopté (**art. 354 al. 4 C. civ.**)

### 3) *L'agrément administratif*

Si l'enfant adopté est « un pupille de l'État, un enfant remis à un organisme autorisé pour l'adoption ou un enfant étranger qui n'est pas l'enfant du conjoint de l'adoptant », l'adoptant devra préalablement à la décision de justice obtenir un agrément administratif (**art. 353-1 C. civ.**).

L'agrément est délivré par le président du conseil départemental après qu'une commission administrative ait donné son avis à la suite d'une enquête menée conformément aux prescriptions du Code de l'action sociale et des familles.



**À retenir :** Le tribunal pourra prononcer l'adoption malgré le refus d'agrément ou l'absence de réponse des services administratifs dans les délais « *s'il estime que les requérants sont aptes à accueillir l'enfant* » et que l'intérêt de l'enfant n'est pas lésé par cette décision.

Le refus d'agrément est une décision administrative susceptible de recours devant le Conseil d'État.

## C) Les effets de l'adoption plénière



L'**article 356 du Code civil** dispose que « L'adoption produit ses effets à compter du jour du dépôt de la requête en adoption. », elle joue donc rétroactivement.

L'adoption plénière aura pour effets la création d'un nouveau lien de filiation qui se substitue au lien de filiation d'origine, ainsi que la création de droits et devoirs.

### *1) Création d'un nouveau lien de filiation et anéantissement corrélatif du lien de filiation d'origine*



**À retenir :** L'**article 356 du Code civil** prévoit que « L'adoption confère à l'enfant une filiation qui se substitue à sa filiation d'origine : l'adopté cesse d'appartenir à sa famille par le sang ».

Cependant, la prohibition de l'inceste avec les membres de la famille d'origine n'est pas affectée (**art. 356 al. 1 C. civ.**) et en cas d'adoption de l'enfant du conjoint, les liens entre l'adopté, le conjoint et les membres de sa famille sont maintenus (**art. 356 al. 2 C. civ.**).

En outre, certains liens peuvent être maintenus notamment avec les grands-parents de sang s'il en va de l'intérêt de l'enfant (v. en ce sens **Cass. civ. 1<sup>ère</sup>, 21 juillet 1987**).



**Attention :** Une fois passée en force de chose jugée, l'adoption est en principe irrévocable. Pour autant, l'enfant pourra être adopté sous la forme simple en présence de « *motifs graves* » (**art. 360 C. civ.**). L'adopté pourra également être à nouveau adopté en la forme plénière en cas de décès du parent adoptif, des deux parents adoptifs ou après décès d'un seul des deux adoptants si la demande est faite par le nouveau conjoint de l'adoptant survivant.

### *2) Les droits et devoirs découlant de l'adoption*

L'adopté en la forme plénière jouit des mêmes droits et devoirs qu'un enfant dont la filiation a été établie naturellement et prend en principe le nom de son adoptant.

En présence d'une adoption conjointe ou de l'adoption de l'enfant du conjoint, « l'adoptant et son conjoint ou les adoptants choisissent, par déclaration conjointe, le nom de famille dévolu à l'enfant : soit le nom de l'un d'eux, soit leurs deux noms accolés dans l'ordre choisi par eux, dans la limite d'un nom de famille pour chacun d'eux. » (**art. 357 al. 2 C. civ.**). En l'absence de déclaration, l'adopté prend le nom de l'adoptant et de son conjoint ou de chacun des deux adoptants (seulement le premier nom de famille de chacun, dans l'ordre alphabétique, **art. 357 al. 4 C. civ.**).

L'**article 358 du Code civil** précise que l'adoptant et l'adopté ont une vocation successorale et une obligation alimentaire réciproques.

Par ailleurs, les empêchements à mariage sont les mêmes dans la famille adoptive que dans la famille d'origine (cf. **art. 161 à 164 C. civ.**).

Enfin, le ou les adoptant(s) sont investis « *de tous les droits d'autorité parentale* » (**art. 365 C. civ.**).

## II. L'adoption simple

L'adoption simple, à la différence de l'adoption plénière, laisse subsister le lien de filiation entre l'adopté et sa famille d'origine. L'adopté est alors rattaché tant à sa famille adoptive qu'à sa famille biologique.

### A) Les conditions de l'adoption simple

Pour l'essentiel les conditions de l'adoption simple reprennent celles de l'adoption plénière par renvoi de l'**article 361 du Code civil** à la majeure partie des dispositions relatives à l'adoption plénière.

La **loi de 2022** reformule l'**article 364 du Code civil** qui est reformulé pour préciser expressément que l'adoption simple confère à l'adopté une filiation qui s'ajoute à sa filiation d'origine et que l'adopté conserve ses droits dans sa famille d'origine.

Mineure comme majeure, toute personne peut être adoptée en la forme simple dès lors qu'elle y consent (mineurs de plus de treize ans et majeurs).



**Attention :** Si l'adopté est majeur, le consentement de ses père et mère d'origine n'est pas requis.

## B) Les effets de l'adoption simple

### 1) Les effets résultants de la création d'un nouveau lien de filiation aux côtés du lien de filiation d'origine



**À retenir :** La filiation d'origine reste inébranlée par l'adoption simple, l'adopté reste à part entière membre de sa famille d'origine et y conserve ses droits et devoirs. La filiation adoptive ne fait que s'ajouter à cette première filiation et n'aura de conséquences qu'à l'égard des descendants de l'adopté.

Il est fait mention sur l'acte de naissance de l'adopté de la décision du tribunal mais l'acte initialement établi n'est pas anéanti par l'adoption (**art. 362 C. civ.**). C'est ici la manifestation de l'adjonction du lien de filiation puisque rappelons le, dans le cas de l'adoption plénière, c'est la transcription de la décision d'adoption qui vaut acte de naissance !

De plus, l'adoption simple n'est pas un obstacle à l'établissement ultérieur d'un lien de filiation par le sang (**art. 369 C. civ.**).

Aucun lien n'est créé entre la famille de l'adoptant et l'adopté, à l'exception de l'adoptant lui-même et de ses descendants.

L'adopté n'aura par exemple pas la qualité d'héritier des ascendants de l'adoptant (mais l'aura à l'égard de l'adoptant lui-même). Certaines règles spécifiques au droit des successions et libéralités s'appliquent et montrent que l'adopté simple n'a qu'une place précaire dans la famille de l'adoptant.

En effet, si l'adopté décède sans descendant ni conjoint, les règles de droit commun des successions vont être bouleversées par le mécanisme correctif de la fente qui va

consister à dévouer la succession de l'adopté non pas par ordre et degré mais par branche puisque chacune des deux familles va recueillir la moitié de la succession. De même, chaque famille dispose d'un droit de retour légal c.-à-d. les biens donnés par l'adoptant ou recueillis dans sa succession lui sont rendus (à lui ou ses héritiers suivant les cas). Le même mécanisme s'appliquera pour les biens donnés ou recueillis par l'adopté de ses père et mère d'origine.

De même, l'adopté et l'adoptant auront une obligation alimentaire réciproque (**art. 367 C. civ.**) mais l'adopté n'aura aucune obligation alimentaire à l'égard des ascendants de l'adoptant.

En principe l'adopté simple conserve son nom de famille auquel est ajouté le nom de famille de son adoptant, cependant l'adopté devra y consentir s'il est majeur (**art. 363 al. 1 C. civ.**). À la demande de l'adoptant, le juge peut décider que l'adopté ne portera que le nom de celui-ci. À l'inverse, le tribunal peut décider que l'adopté conservera uniquement son nom de famille notamment si l'adoptant est le conjoint de sa mère ou de son père. Enfin, les règles applicables en droit des personnes tendent également à s'appliquer en matière de nom de famille (noms accolés, double nom, etc.).

## *2) L'évolution de l'adoption simple dans le temps*

L'adopté simple pourra par la suite être adopté en la forme plénière, cela ne sera cependant possible que durant la minorité de l'enfant puis deux ans après sa majorité (**article 345 al. 2 du Code civil**) et sous certaines conditions strictement énoncées.

Enfin, l'adoption simple pourra être révoquée pour l'avenir (**art. 370-2 C. civ.**) en cas de « *motifs graves* » mais seulement lorsque l'adopté est majeur et que la demande émane de ce dernier ou de l'adoptant. En présence d'un adopté mineur, la révocation ne pourra être demandée que par le ministère public (**art. 370 C. civ.**). L'adopté retrouvera alors un unique lien de filiation avec sa famille d'origine.